

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre**

St Cyr en Val, le 27 juin 2012

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société FAGOR BRANDT

Commune de SAINT-JEAN-de-la-RUELLE

**Proposition d'un arrêté préfectoral d'autorisation
(mise à jour administrative d'une installation de
conception et d'assemblage d'appareils
électroménagers)**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter un établissement de conception et de fabrication d'appareils électroménagers déposé dans le cadre de la mise à jour de la situation administrative du site par la société FAGOR BRANDT sur les communes d'ORLEANS et SAINT-JEAN-de-la-RUELLE.

Par lettre en date du 4 février 2011, M. MADZAR Thierry, agissant en qualité de directeur d'établissement de la société FAGOR BRANDT, dont le siège social est situé 18 rue du 11 Octobre, sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-de-la-RUELLE (45 142) a sollicité l'autorisation d'exploiter un établissement de conception et de fabrication d'appareils électroménagers de cuisson sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-de-la-RUELLE, 18 rue du 11 Octobre. Cette demande entre dans le cadre de la mise à jour de la situation administrative du site.

A cet effet, un dossier comportant notamment une étude d'impact et une étude des dangers, a été déposé en préfecture du LOIRET le 4 février 2011 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 12 mai 2011.

Un plan localisant l'emplacement du site est joint en annexe du présent rapport.

PJ : Annexe 1 : Plan du site
Annexe 2 : Projet d'arrêté préfectoral

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Rubr.	Ali.	A , E, DC, D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2560	1	A	Métaux et alliages (travail mécanique) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieur à 500 kW	Puissance cumulée de l'ensemble des machines.	Supérieure à 500 kW	3 125,75 kW	kW
2565	2a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversions, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) supérieur à 1 500 l.	Tunnels de dégraissage : 1 tunnel de 12 000 l 2 tunnels de 6 000 l 1 tunnel de 5 000 l	Supérieure à 1 500 l	29 000 l	l
2940	2a	A	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile ...) : 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est : a) supérieure à 100 kg/j	Application colles et encres.	Supérieure à 100 kg/j	153 kg/j	kg/j
2940	3b	DC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile ...) : 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est : b) supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j	Application peinture poudre.	Supérieure à 20 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j	160 kg/j	kg/j
2570	2	DC	Email 2. Application, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 100 kg/j	Application d'email.	Supérieure à 100 kg/j	2 310 kg/j	kg/j

Rubr.	Ali.	A , E, DC, D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2910	A2	DC	Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2) supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	6 chaufferies gaz de puissance cumulée : 5,036 MW Moteurs à combustion 140 kW	Supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	5,176 MW	MW
2561		D	Métaux et alliage (trempe, recuit ou revenu)	4 fours de trempe et 2 fours de revenu.	Rubrique sans seuil	47,14 kW	kW
2663	1c	D	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : c) supérieur ou égal à 200 m ³ , mais inférieur à 2 000 m ³	Stockage de mousse polystyrène.	Supérieur ou égal à 200 m³ mais inférieur à 2 000 m³	870 m³	m³
2925		D	Accumulateurs (atelier de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Ateliers de charge d'accumulateurs.	Supérieure à 50 kW	108,1 kW	kW
1510		NC	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.	Entrepôts : Bâtiment 21 : 25,7 t Ateliers 19, 17, 16 + étage (1 seul bâtiment) : 72,5 t.	Quantité stockée inférieure ou égale à 500 t et volume de stockage inférieur à 5 000 m³	98,20 t	t
1530		NC	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exclusion des établissements recevant du public.	Stockage de bois, papiers, cartons.	Inférieur ou égal à 1 000 m³	230 m³	m³

Rubr.	Ali.	A , E, DC, D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1611		NC	Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique (emploi ou stockage)	Quantité : 10 t	Inférieure à 50 t	10 t	t
2515		NC	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierre, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Puissance des machines : 38,3 kW	Inférieure ou égale à 40 kW	38,3 kW	kW
2575		NC	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.	Puissance de l'ensemble des machines : 14 kW	Inférieure ou égale à 20 kW	14 kW	kW
2662		NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Stockage de 34 m³	Inférieur à 100 m³	34 m³	m³

A : autorisation,

D : déclaration,

DC : déclaration avec contrôles périodiques,

NC : non classable,

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

1.2 Description de l'établissement

Le dossier déposé par le pétitionnaire FAGOR BRANDT présente le projet d'exploiter un établissement de conception et de fabrication d'appareils électroménagers de cuisson dans le cadre de la mise à jour de la situation administrative du site.

La société FAGOR BRANDT est spécialisée dans la conception et la fabrication de tables à induction, de cuisinières et de fours.

L'établissement produit chaque jour environ 600 cuisinières, 1 400 fours et 1 000 tables à induction.

Le site occupe une superficie totale de 68 458 m², dont 57 000 m² sur la commune de SAINT-JEAN-de-la-RUELLE et 11 458 m² sur ORLEANS.

Le site est implanté, pour partie en zone classée UI du plan local d'urbanisme de SAINT-JEAN-de-la-RUELLE.

La zone UI est une zone destinée à recevoir des activités industrielles, commerciales, artisanales, de bureaux, et de services compatibles avec l'environnement local.

Dans l'ensemble de la zone, les installations classées ne peuvent être admises que si l'étude d'impact démontre qu'elles ne présentent pas de graves dangers ou inconvénients qui les rendent incompatibles avec la proximité des habitations et avec le caractère du secteur et à condition qu'elles n'entraînent pas pour leur voisinage des nuisances inacceptables.

Au regard de l'étude d'impact, le projet tel qu'il est présenté est par conséquent compatible avec les dispositions du plan local d'urbanisme de la commune de SAINT-JEAN-de-la-RUELLE.

Le site est implanté, pour partie dans la Zone d'Aménagement Concerté du Coigneau dans sa partie Z.H. V₃ à vocation d'activités.

Il s'agit d'une zone destinée à recevoir des installations industrielles, artisanales et commerciales compatibles avec l'environnement local.

Au regard de l'étude d'impact, le projet tel qu'il est présenté est compatible avec les dispositions de la Zone d'Aménagement Concerté du Coigneau de la ville d'ORLEANS.

Le site est principalement desservi par la rue du 11 Octobre, permettant de rejoindre au sud la RN157. L'établissement est situé entre les voies ferrées ORLEANS – CHATEAUDUN et ORLEANS – TOURS.

Les tiers situés à proximité de l'établissement sont :

- à l'Ouest (de l'autre côté de la rue du 11 Octobre), un quartier d'habitat sous forme pavillonnaire,
- au Nord Ouest, le collège Max JACOB et le gymnase Maurice MILLET (situés à environ 250 mètres),
- au Nord (de l'autre côté de la voie ferrée ORLEANS – CHATEAUDUN), un ancien terrain militaire d'environ 40 ha qui sera prochainement reconverti en une zone mixte d'activités et bureaux, un parc public, une zone d'habitat d'environ 1 200 logements,
- à l'Est un centre militaire et un quartier d'habitat sous forme pavillonnaire (situés à environ 150 mètres)
- au Sud et Sud-Est (de l'autre côté de la voie ferrée ORLEANS – TOURS) un centre militaire actuellement en activité,
- au Sud, l'établissement THERMOR PACIFIC, spécialisé dans la fabrication de radiateurs électriques.

1.3 Présentation de la demande

Les activités de la société FAGOR BRANDT sont actuellement régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 15 janvier 1999.

Suite au courrier du 26 mars 2009 de la société FAGOR BRANDT informant la préfecture du Loiret des modifications apportées à son établissement, la préfecture du Loiret a informé l'exploitant, par courrier en date du 10 août 2009, de la nécessité de déposer un dossier de mise à jour administrative au regard des évolutions réglementaires et de certaines activités du site.

Les modifications apportées aux installations, indiquées dans le courrier préfectoral, concernent :

- **l'exercice d'activités nouvelles classées au titre de la législation des installations classées :**
 - rubrique 2561 : trempe et recuit ou revenu de métaux et alliages, la puissance installée des fours étant de 47 kW,
 - rubrique 2663-1 : stockage de plastiques alvéolaires ou expansés, le volume de stockage étant de 870 m³,
 - rubrique 2910-A-2 : installations de combustion, la puissance des installations étant de 8,35 MW,
 - rubrique 2925 : ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance des installations étant de 184,5 kW,
 - rubrique 2940-2 : application de colles et d'encre, la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre étant de 153 kg/j. Il est à noter que cette nouvelle activité constitue un changement notable, le volume des activités passant au dessus du seuil de l'autorisation.
- **le changement de régime pour les activités suivantes :**
 - rubrique 1180-1 : utilisation d'appareils contenant des PCB. Cette activité n'est plus exercée sur le site,
 - rubrique 2515-2 : broyage de minerais et produits minéraux naturels, la puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant passée de 56 kW à 38,3 kW. Cette activité n'est donc plus classable,
 - rubrique 2565-3 : traitement de surfaces en phase gazeuse. Cette activité n'est plus exercée sur le site,

- rubrique 2662 : stockage de matières plastiques, le volume étant passé de 600 m3 à 34 m3. Cette activité n'est donc plus classable,
- rubrique 2921 : refroidissement d'eau par dispersion dans un flux d'air. Le site ne dispose plus d'installations de refroidissement,
- rubrique 2940-3 : application et cuisson de peinture en poudre, la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre étant passée de 575 kg/j à 160 kg/j. Cette activité n'est donc plus classable.

Dès lors, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter auprès des services de Monsieur le préfet du LOIRET, le 20 juillet 2010, afin de régulariser la situation administrative de son activité.

Ce dossier a fait l'objet d'un rapport de non recevabilité et demande de pièces complémentaires en date du 17 août 2010.

Le 1^{er} octobre 2010, l'exploitant a indiqué qu'il déposerait un nouveau dossier intégrant un projet de modification de ses chaudières.

Le dossier faisant l'objet du présent rapport a été déposé en préfecture du LOIRET le 4 février 2011, complété le 9 mai 2011 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 12 mai 2011.

1.4 Cadre administratif de l'instruction

Compte tenu du caractère notable des modifications apportées par l'exploitant aux activités de son établissement et en application des dispositions de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, le dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été soumis à une enquête publique, cette procédure étant régie par les articles R 512-2 et suivants du code précité.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 20 juillet 2011 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que « le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés. Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude développe de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet. »

2.2 Enquête publique

L'arrêté préfectoral du 9 novembre 2011 a prescrit une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la société FAGOR BRANDT.

L'enquête s'est déroulée du 4 janvier 2012 au 6 février 2012 inclus, dans les communes d'ORLEANS, SAINT-JEAN-de-la-RUELLE, FLEURY-les-AUBRAIS, SARAN et INGRE.

Les registres d'enquête publique tenus dans les communes d'ORLEANS, SAINT-JEAN-de-la-RUELLE, FLEURY-les-AUBRAIS, INGRE et SARAN ne font état d'aucune observation.

Par courrier en date du 13 février 2012, le commissaire enquêteur a formulé les observations suivantes :

- l'exploitant doit apporter des précisions sur l'état d'avancement de l'amélioration de la pratique de destruction des déchets métalliques, afin de diminuer les nuisances sonores générées par cette activité,
- l'exploitant doit justifier que les obligations faites aux poids lourds desservant l'établissement en matière de vitesse et d'extinction des moteurs soient respectées afin d'éviter des risques de pollution additionnelles tant au niveau sonore qu'au niveau de l'air ambiant,

- l'exploitant doit justifier que son établissement ne perturbe pas les transmissions radio-électriques en explicitant les mesures qu'il a prises pour améliorer la réception des transmissions télévisées analogiques des riverains,
- l'exploitant doit expliciter l'incident consistant en un échappement de poussière issue d'une cabine de dépôt de poudre d'email lors de la visite du commissaire enquêteur le 2 novembre 2011 et détailler les mesures correctives mises en œuvre afin d'éviter de tels incidents.

Le pétitionnaire a fourni au commissaire enquêteur les éléments de réponse suivants (dans l'ordre des remarques formulées ci-dessus) :

- la mise en place d'un tapis roulant supplémentaire permettra de réduire la hauteur de chute des déchets, donc de réduire la nuisance sonore,
- un protocole de chargement / déchargement remis à chaque société de transport opérant sur le site mentionne les obligations d'extinction des moteurs à l'arrêt et le respect de la vitesse limite à 30 km/h. Des contrôles sont effectués par le service maintenance sur le respect de ces dispositions,
- un système comprenant une antenne située sur le toit de l'établissement raccordée à un amplificateur et à un émetteur permet une transmission de qualité de la télévision analogique chez les riverains du site,
- l'incident observé lors de la visite du commissaire enquêteur est dû à un non respect de la procédure de nettoyage de la cabine de dépôt de poudre d'email. Un rappel des procédures de nettoyage a été effectué.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport en date du 8 mars 2012, le commissaire enquêteur a émis un avis **favorable** au dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la société FAGOR BRANDT, compte tenu notamment du fait que le demandeur a répondu de façon satisfaisante aux interrogations du commissaire enquêteur, et « qu'au vu de l'étude d'impact, l'étude des risques sanitaires et des dangers concluent à l'absence de menaces pour l'environnement et pour la santé, et de même à une absence de risques de pollution des nappes phréatiques ».

2.4 Avis des conseils municipaux

A la date du présent rapport, seul le conseil municipal d'ORLEANS a transmis son avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par FAGOR BRANDT.

Lors de sa délibération en date du 27 janvier 2012, le conseil municipal d'ORLEANS a émis un avis favorable sur le dossier.

2.5 Avis des services consultés

2.5.1 Avis du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Loiret

Par courrier en date du 3 octobre 2011, le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Loiret a indiqué qu'il n'avait pas d'observation à formuler sur le dossier présenté par le pétitionnaire.

2.5.2 Avis de l'Agence Régionale de Santé

Par courrier en date du 27 janvier 2012, l'Agence Régionale de Santé a émis un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter.

2.5.3 Avis de la Direction Départementale des Territoires

Par courrier en date du 24 octobre 2011, la Direction Départementale des Territoires a émis un avis favorable avec réserve sur le bon état de l'installation du forage utilisé pour le process industriel.

2.5.4 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Par courrier en date du 13 octobre 2011, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du LOIRET a émis les observations suivantes :

- Les flux thermiques restent à l'intérieur des limites de propriété. Cependant, les flux thermiques de 8kW/m², seuil de propagation, impactent le bâtiment mitoyen qui est le bâtiment montage. L'étude fait état d'un risque d'effets dominos mais ne rentre pas dans le détail, il aurait été judicieux de simuler un incendie propagé à la zone adjacente, ou de détailler les mesures constructives des murs mitoyens.
- Il est à regretter que les débits des hydrants sur la zone n'aient pas été évalués en simultanée, ce qui rend difficile l'avis sur la défense extérieure contre l'incendie,
- Seul le problème de rétention des produits toxiques a été évoqué, en revanche le confinement des eaux d'extinction sur le site n'est pas abordé,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du LOIRET a également demandé que soient respectées les prescriptions concernant :

- Les caractéristiques des voies carrossables pour les engins de lutte contre l'incendie,
- Les mesures de débit sur les quatre poteaux d'incendie en simultanée,
- Les volumes des moyens de rétention des eaux d'extinction,
- Les documents à produire dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'intervention.

En conclusion, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du LOIRET a émis un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter.

2.5.5 Avis de la Direction régionale des Affaires Culturelles

Par courrier en date du 27 septembre 2011, la Direction Régionale des Affaires Culturelles a indiqué que « ce dossier ne donnera pas lieu à prescriptions archéologiques en application de l'article L 522-2 du Code du Patrimoine ».

2.5.6 Avis de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du travail et de l'emploi

Par courrier en date du 27 septembre 2011, après examen du dossier notamment dans ses parties étude des dangers et notice d'hygiène et de sécurité, la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi a émis un avis favorable.

2.5.7 Avis de la Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire

Par courrier en date du 27 décembre 2011, la Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire a émis un avis favorable sous réserve des remarques suivantes :

- Les eaux issues du restaurant d'entreprise devront être prétraitées par un bac à graisse (environ 800 employés/jour),
- Les eaux usées provenant du bâtiment administratif sont rejetées dans le bac de décantation (ouvrage de prétraitement des eaux industrielles), elles devront faire l'objet d'une analyse en sortie et plus particulièrement d'un suivi de la DCO,
- Aucune connexion avec le réseau des eaux industrielles et le bac de rétention de la zone de traitement de surfaces (dégraissage) ne doit exister,
- Le bac de décantation recueille les eaux provenant de la sérigraphie (lavage de plaque), de la ligne de peinture et de l'émaillage. La fréquence de nettoyage de cet ouvrage doit être définie. Le type et la quantité de déchets qui en résultent doit être précisé,
- Le branchement n° 8 ainsi que le réseau qui s'y raccorde devra faire l'objet d'un passage caméra afin de contrôler son état,
- Les déshuileurs devront être signalés sur le plan des réseaux,
- Aucune vanne de barrage ou autre dispositif approprié n'est identifié afin de confiner les eaux d'incendie. L'étude des dangers détermine le risque d'incendie sur la zone de stockage des produits de type polystyrène, un dispositif de confinement des eaux d'incendie est donc à prévoir,
- L'établissement est pourvu d'une convention de raccordement qui date de 1997, elle devra être mise à jour.

2.6 Réponses apportées par le pétitionnaire

Dans le cadre de l'enquête administrative, le pétitionnaire n'a pas apporté de réponse aux observations formulées par les différents services consultés.

Les observations énoncées ci-dessus sont reprises sous formes de prescriptions dans le projet d'arrêté préfectoral.

3 MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

3.1.1 Impact sur l'eau

L'alimentation en eau du site est assurée par le réseau d'adduction d'eau potable communal et par un forage interne d'une profondeur de 34 m qui prélève dans la nappe de Beauce, autorisé par arrêté préfectoral du 15 janvier 1999.

La consommation annuelle d'eau potable sur le site a été de 32 050 m³ en 2011 dont 1 950 m³ provenant du réseau d'adduction d'eau potable et 30 100 m³ provenant du forage interne.

Les différentes utilisations de l'eau sur le site sont :

- usage domestique,
- usage industriel : tunnels de dégraissage des pièces, émaillage ou peinture, broyage, nettoyage haute pression du traitement de surface.

Le site est à l'origine des rejets d'eaux suivants :

- eaux sanitaires,
- eaux pluviales des toitures,
- eaux pluviales des parking cadre,
- eaux pluviales de la zone des déchets métalliques.

Les principaux rejets aqueux industriels du site sont les suivants :

- les eaux de lavage des sols, dirigées vers le réseau communal d'assainissement,
- les eaux de refroidissement des machines à souder par point, ces eaux sont recyclées en circuit fermé,
- les eaux des trois tunnels de dégraissage ; seules les eaux de dégraissage sont éliminées par un prestataire extérieur. Les eaux des trop pleins des rinçages sont collectées en un seul point et transitent toutes par le bac de décantation avant rejet au réseau communal.

Le site est raccordé au réseau communal qui est un réseau unitaire.

L'exploitant réalise actuellement une surveillance régulière de ses rejets au point n° 8 de raccordement au réseau communal qui collecte les eaux issues de l'émaillerie Sud et Nord, des trop pleins des tunnels de dégraissage après décantation et des eaux pluviales de toiture.

La surveillance est effectuée en continu en ce qui concerne le débit, le pH et la température, mensuellement en ce qui concerne les paramètres suivants : matière en suspension, demande biochimique en oxygène, demande chimique en oxygène, phosphore et azote global et annuellement en ce qui concerne les paramètres suivants : chrome VI, chrome III, cuivre, zinc, fer, aluminium, plomb, étain, cadmium et nickel.

Les résultats de l'auto surveillance actuellement exercée sur le site sont comparés aux valeurs limites prescrites par l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation, à l'exception du paramètre demande biochimique en oxygène qui est comparé à la valeur limite prescrite par l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

L'article 4.3.9 du projet d'arrêté prescrit des valeurs limites de rejet des effluents industriels qui seront mesurés en sortie du bac de décantation des trop pleins des tunnels de dégraissage. Les paramètres mesurés, les valeurs limites d'émission et les périodicités de mesures sont identiques aux pratiques actuelles.

L'article 4.3.10 du projet d'arrêté prescrit des valeurs limites de rejet des effluents issus du restaurant de l'entreprise pour les paramètres : demande biochimique en oxygène, demande chimique en oxygène, matières en suspension, azote global et phosphore total. Les valeurs limites d'émission pour ces paramètres sont les valeurs définies par l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

L'article 4.3.11 du projet d'arrêté prescrit des valeurs limites de rejet des effluents issus des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux de lavage des sols. Le point de rejet caractéristique ou sont mesurés ces effluents est le point de rejet n° 1 qui collecte la plus grande surface d'ateliers. Les paramètres mesurés sont : demande biochimique en oxygène, demande chimique en oxygène, matières en suspension, azote global, phosphore total et hydrocarbures totaux. Les valeurs limites d'émission pour ces paramètres sont les valeurs définies par l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, à l'exception du paramètre hydrocarbures totaux dont la valeur limite est celle définie par l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

Le site est équipé de trois débourbeurs-déshuileurs, un situé au niveau du parking cadres, un situé au niveau de la zone à déchets métalliques et un spécifique pour le traitement avant rejet des condensats des compresseurs.

L'article 4.3.4 du projet d'arrêté prévoit une vérification mensuelle du bon fonctionnement des débourbeurs-déshuileurs.

3.1.2 Impact sur l'air

L'activité et les différents procédés de la société FAGOR BRANDT donneront lieu principalement à des rejets de type canalisés dont les sources d'émission sont les suivantes :

- la zone de traitement de surfaces qui provoquera des rejets de vapeurs acides – basiques, oxydes d'azote, composés fluorés, alcalins et composés organiques volatils
- la zone de montage – collage qui générera des émissions de solvants issues des colles,
- la chaufferie qui provoquera des rejets d'oxydes d'azote et de monoxydes de carbone,
- la sérigraphie qui provoquera des rejets de composés organiques de type solvants, alcool, acétone.

L'article 3.2.4 du projet d'arrêté prescrit des valeurs limites de rejet en concentration pour les polluants issus des émissaires suivants :

N° de l'émissaire	Activité liée à l'émissaire	Polluants réglementés	Réglementation de référence	Observations
1	Tunnel de dégraissage peinture P 10	Acidité totale – H Alcalins – OH Oxyde d'azote NO ₂ Composés fluorés - F	Article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (rubrique 2565)	
2	Tunnel de dégraissage sud S 10 – émaillage décor	Acidité totale – H Alcalins – OH Oxyde d'azote NO ₂ Composés fluorés - F	Article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (rubrique 2565)	
3	Tunnel de dégraissage du TS Nord (entrée) – émaillage intérieur	Acidité totale – H Alcalins – OH Oxyde d'azote NO ₂ Composés fluorés - F	Article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (rubrique 2565)	

N° de l'émissaire	Activité liée à l'émissaire	Polluants réglementés	Réglementation de référence	Observations
4	Tunnel de dégraissage du TS Nord (sortie) – émaillage intérieur	Acidité totale – H Alcalins – OH Oxyde d'azote NO ₂ Composés fluorés - F	Article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (rubrique 2565)	
5	S 60 – masse sous-couche couleur 1 – émail couleur liquide	Poussière	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 (rubrique 2570 en D)	Compte tenu des performances actuelles des installations : valeurs limites plus restrictives.
6	S 70 – masse sous-couche couleur 2 – émail couleur liquide	Poussière	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 (rubrique 2570 en D)	Compte tenu des performances actuelles des installations : valeurs limites plus restrictives.
7	Masse sous-couche blanc 1 – émail blanc liquide	Poussière	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 (rubrique 2570 en D)	Compte tenu des performances actuelles des installations : valeurs limites plus restrictives.
8	Masse sous-couche blanc 2 – émail blanc liquide	Poussière	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 (rubrique 2570 en D)	Compte tenu des performances actuelles des installations : valeurs limites plus restrictives.
9	Peinture blanc	Poussière	Arrêté ministériel du 2 mai 2002 (rubrique 2940 en D)	Compte tenu des performances actuelles des installations : valeurs limites plus restrictives.
10	Peinture brun	Poussière	Arrêté ministériel du 2 mai 2002 (rubrique 2940 en D)	Compte tenu des performances actuelles des installations : valeurs limites plus restrictives.
11	Four émaillage TS Nord	Poussière Fluor - HF	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 (rubrique 2570 en D)	
12	Four émaillage TS Sud	Poussière Fluor – HF	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 (rubrique 2570 en D)	
13	Four de cuisson peinture (extraction)	Poussière	Arrêté ministériel du 2 mai 2002 (rubrique 2940 en D)	Compte tenu des performances actuelles des installations : valeurs limites plus restrictives.
14	Four de cuisson peinture (brûleur)	Oxyde d'azote Oxyde de soufre	Arrêté ministériel du 2 mai 2002 (rubrique 2940 en D)	
15	Atelier sérigraphie	COV	Article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	Compte tenu des performances actuelles des installations : valeurs limites plus restrictives.
16	Etuve de séchage par évaporation	COV Oxyde d'azote – NO ₂	Article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	

N° de l'émissaire	Activité liée à l'émissaire	Polluants réglementés	Réglementation de référence	Observations
17	Chaufferie 1	Oxyde de soufre – SO ₂ Oxyde d'azote – NO ₂	Arrêté ministériel du 2 décembre 2008 (rubrique 2910 en D)	
18	Chaufferie 1	Oxyde de soufre – SO ₂ Oxyde d'azote – NO ₂	Arrêté ministériel du 2 décembre 2008 (rubrique 2910 en D)	

L'article 9.2.1 du projet d'arrêté prescrit la périodicité de contrôle du respect de ces valeurs limites.

Cas des solvants

Sur le site les 3 activités suivantes utilisent des solvants :

Secteur	Nature des solvants	Utilisation
Sérigraphie	Encres, diluants, durcisseurs.	- application manuelle de la pâte sérigraphique sur tôle peinte et émail à l'aide d'un écran et d'une raclette, - application manuelle d'encre sur tôle inox ou tôle peinte.
Montage	Colles	- application de colle pour le montage des produits.
Traitement de surfaces	Produit mouillant, solvant, dégraissant.	- ajout d'un mouillant dans les bains de dégraissant, - dégraissage manuel des pièces inox.

La quantité totale de solvants utilisé sur le site en 2009 a été de 4,572 tonnes.

Le secteur montage est le plus important consommateur de solvants avec 3,983 tonnes pour l'année 2009. 3,746 tonnes de solvants sont rejetés sous forme diffuse pour cette activité.

L'exploitant s'engage à réduire ses émissions diffuses selon les solutions envisagées suivantes :

- mise en place de systèmes d'aspiration canalisés aux postes d'application manuelle du primaire,
- mise en place de solutions sans colle telles que le collage par ruban adhésif double face,
- mise en place de systèmes d'aspiration pour les tunnels de polymérisation.

Afin de mesurer les progrès de l'installation en matière de maîtrise des rejets diffus de solvants, l'article 8.5.1.2 du projet d'arrêté prévoit la mise en œuvre d'un plan de gestion des solvants complet qui sera établi conformément au guide INERIS en vigueur à la date de réalisation ou de mise à jour du plan (22 février 2009 au jour du présent rapport).

Le même article fixe une valeur limite en carbone total de la concentration globale des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane sous condition de flux et fixe en outre une valeur limite annuelle des émissions diffuses de 25 % en référence à l'alinéa 20 de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

L'ensemble des flux de composés organiques volatils non méthaniques étant supérieur à 2 kg/h, il est fait application de l'article 27 alinéa 7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qui prescrit que si le flux horaire des COVNM dépasse 2 kg/h la valeur limite exprimée en carbone total de l'ensemble des composés est de 110 mg/Nm³. Le même article prescrit que l'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleurs techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

L'établissement ne respecte pas actuellement le flux annuel des émissions diffuses de 25 % prescrit par le projet d'arrêté. L'exploitant s'engage à réduire ses émissions diffuses comme décrit ci-dessus. L'échéancier du projet d'arrêté prévoit un délai de 12 mois afin que l'exploitant respecte le flux annuel des émissions diffuses.

3.1.3 Impact sur le sol

Les différents réseaux d'évacuation des eaux industrielles, eaux domestiques et eaux pluviales, ainsi que leurs ouvrages connexes (bac de décantation et débourbeurs déshuileurs) seront étanches et feront l'objet de vérifications périodiques.

Dès lors, l'impact sur le sol apparaît relativement limité.

3.1.4 Bruit

L'environnement sonore du site est principalement déterminé par le trafic routier sur le Faubourg Saint-Jean et le trafic ferroviaire sur la ligne de chemin de fer ORLEANS-TOURS qui sont deux axes classés très bruyants (supérieur à 70 dB(A)).

Les cibles des émissions sonores de l'établissement sont les habitations situées rue du 11 Octobre et le futur écoquartier situé au nord de la voie ferrée Orléans – Châteaudun.

L'origine des émissions sonores est principalement due :

- aux extracteurs en toiture,
- aux déchargements des camions,
- au fonctionnement du groupe froid et de la chaufferie,
- au fonctionnement des tapis roulants,
- à la circulation des chariots élévateurs,
- à la chute d'objets métalliques (déchets de découpes).

La dernière campagne de mesures des émissions sonores de décembre 2009 conclut que les niveaux sonores réglementaires sont dépassés en 1 point le jour et en 3 points la nuit. Les causes de ces dépassements sont le trafic routier interne à la société, les extracteurs en toiture et la chute des déchets de découpes métalliques dans les bacs de récupération.

Les dispositions suivantes seront prises par l'exploitant de façon à réduire l'impact sonore de l'établissement :

- mise en œuvre de mesures organisationnelles concernant la circulation des poids lourds sur le site : un protocole de chargement / déchargement est remis à chaque société de transport intervenant sur le site, comprenant notamment le respect de l'extinction des moteurs pendant les phases de chargement / déchargement et de la vitesse maximale de 30 km/h sur l'ensemble du site,
- mise en place au 1^{er} semestre 2012, de tapis roulants supplémentaires au niveau des bacs de récupération et vibreurs afin de réduire la hauteur de chute des déchets métalliques.

Afin de s'assurer du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, 6 points en limite de propriété significatifs de l'activité du site et de son environnement ont été déterminés autour de celui-ci.

L'article 6.2.3 du projet d'arrêté prescrit donc des valeurs limites de bruit admissibles en limite de propriété, au regard des valeurs issues des modélisations menées par l'exploitant dans l'étude d'impact qui sont conformes aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

L'article 6.2.2 du projet d'arrêté prescrit des valeurs limites d'émergence au niveau des zones à émergences réglementées conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Compte tenu des cibles des émissions sonores de l'établissement qui sont les habitations situées rue du 11 Octobre et le futur écoquartier situé au nord de la voie ferrée Orléans – Châteaudun, la périodicité de contrôle du respect des valeurs limites de bruit fixée par le projet d'arrêté préfectoral est annuelle.

Le projet d'arrêté impose également au demandeur que les mesures correctives pour rendre son installation conforme aux valeurs réglementaires, en ce qui concerne les non-conformités provenant de la zone des déchets métalliques, soient mises en œuvre dans un délai maximal de 6 mois à notification de l'arrêté préfectoral.

Un plan localisant l'emplacement des points de mesure est annexé au projet d'arrêté.

3.1.5 Gestion des déchets

Les principaux déchets générés par l'activité sont :

- des Déchets Industriels Banals (DIB) constitués de papiers ,cartons, emballages plastiques...,
- des déchets dangereux constitués d'huiles d'usinage, de liquides aqueux de nettoyage et de matériaux absorbants et filtrants,
- des déchets non dangereux constitués principalement de produits de revêtement en poudre.

La quantité de déchets dangereux produits sur le site en 2011 a été de 166,20 tonnes,

La quantité de déchets non dangereux produits sur le site en 2011 a été de 499,30 tonnes,

Le site effectue un tri des chutes métalliques en vue d'une valorisation. La quantité de métaux triés en 2011 a été de 3 800 tonnes.

Les dispositions suivantes sont prises par l'exploitant de manière à réduire à la source ses déchets :

- récupération des poudres d'email et de peinture afin de les réutiliser,
- optimisation des pièces métalliques afin de diminuer les chutes métalliques et de réduire la quantité de peinture utilisée.

L'ensemble des prescriptions relatives à la gestion des déchets est à l'article 5.1.1 et suivants du projet d'arrêté.

3.1.6 Transports

Le trafic routier généré par l'activité du site est essentiellement lié :

- à l'approvisionnement des matières premières,
- aux expéditions des produits finis,
- à l'évacuation des déchets et sous produits.

L'ensemble de ces opérations induit un trafic quotidien maximal de 92 poids lourds.

La circulation liée aux déplacements du personnel est d'environ 210 véhicules par jour (à raison de 2 à 4 passages par jour et par véhicule).

Le principal débouché du site est le Faubourg Saint-Jean avec un trafic de 10 218 véhicules / jour. L'activité du site représente ainsi un maximum de 10 % du trafic du Faubourg Saint-Jean.

3.1.7 Conditions de remise en état du site

En cas de cessation d'activité, l'exploitant indique que les dispositions des articles R 512-39-1 à R512-39-5 du Code de l'Environnement seront respectées avec notamment l'évacuation des produits dangereux et déchets présents sur le site et la mise en sécurité de l'établissement.

3.1.8 Impact sur la santé

L'étude d'impact sanitaire transmise par le pétitionnaire dans le cadre de son dossier de demande d'autorisation d'exploiter conclut que les risques chroniques dus à l'établissement et liés aux impacts mentionnés ci-dessus sont acceptables.

3.1.9 Risques

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que le principal risque lié aux activités du site est l'incendie du local de stockage de polystyrène situé à l'Est du site.

Pour les effets thermiques, les modélisations du scénario démontrent que ceux-ci restent confinés à l'intérieur du site.

Pour ce qui est du bâtiment de stockage de polystyrène, afin d'éviter la propagation au bâtiment de montage d'un incendie, la sous toiture sera protégée par un flochage pare-flamme de degré ½ heure sur une bande de 2 mètres, permettant ainsi de maîtriser les sautes de feu en toiture.

Pour les effets toxiques, les modélisations du scénario montrent que ni le seuil des effets irréversibles, ni le seuil des effets létaux ne sont atteints dans le panache de fumée généré par l'incendie du stockage de polystyrène.

Les effluents accidentels susceptibles d'être générés sur le site sont issus :

- des eaux d'incendie,
- de déversement accidentel au niveau du traitement de surfaces.

Les unités ainsi que les stockages seront équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les différents produits dangereux susceptibles de s'écouler accidentellement.

Les caractéristiques de la rétention en cas d'incendie sont définies à l'article 7.6.6.1 du projet d'arrêté.

Le volume à contenir est de 1 600 m³, il sera obtenu par la mise en charge du réseau unitaire du site à hauteur de 400 m³, complété par la fosse technique située sous l'atelier tôlerie d'un volume de 3 000 m³.

Les besoins en eau d'extinction ont été évalués à 450 m³/h, les relevés font apparaître une disponibilité sur le réseau de SAINT-JEAN-de-la-RUELLE de l'ordre de 360 m³/h sur les 3 poteaux d'incendie en simultané situés à proximité du site (PI n° 115-116-125), le complément soit 90 m³/h sera prélevé à environ 1 000 mètres sur le réseau de la ville d'ORLEANS.

4 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société FAGOR BRANDT intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires ont été mises en place par le pétitionnaire afin de limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. L'ensemble de ces mesures est repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Les prescriptions intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral relatives aux observations et demandes formulées au cours de la consultation administrative concernent principalement les points suivants :

- dispositif d'alerte de la commune d'ORLEANS en cas de déversement accidentel de produits ou d'eaux d'extinction d'incendie, susceptibles de s'infiltrer dans le sol,
- relevé périodique de la consommation d'eau en provenance du réseau public et du forage,
- obligation d'assurer un débit de 450 m³/h sous 1 bar minimum de pression pour assurer la défense incendie du site,
- mise en place d'un bassin de confinement destiné à recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie,
- mise en place de procédures relatives à l'entretien des installations de traitement des eaux usées du site,

- vérification de l'état des réseaux eaux pluviales et eaux usées du site et report des réseaux sur un plan régulièrement tenu à jour,
- surveillance périodique de la qualité des eaux usées provenant du bâtiment administratif,

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le pétitionnaire a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et d'en maîtriser les conséquences.

5 CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et des avis formulés, l'Inspection des Installations Classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et à limiter les risques lors de l'exploitation des installations prévues par la société FAGOR BRANDT sur son site d'implantation d'ORLEANS et SAINT-JEAN-de-la-RUELLE.

Dans ces conditions, l'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET d'autoriser l'activité prévue par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R 512-25 du Code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques devra être consulté sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées
de la 5^{ème} subdivision du Loiret

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la Région Centre

Pour le directeur,

Signé

Annexe 1 : projet d'arrêté préfectoral